

Gam A. Shimray

Les Nagas sont un peuple autochtone d'environ 4 millions de personnes comprenant 45 tribus différentes. Ils vivent de part et d'autre des frontières du nord-est de l'Inde et du nord-ouest de la Birmanie. De fait, ils résident dans les états fédéraux indiens d'Assam, d'Arunachal Pradesh, de Nagaland et de Manipur et dans l'état Kachin et la division Sagaing de Birmanie. Le transfert de la souveraineté de la colonisation britannique à l'Inde indépendante en 1947 les a divisés entre les deux pays. En l'absence de procédures démocratiques et d'espace politique pour exprimer leurs revendications, les Naga ont forgé le concept de Nagalim, leur terre transfrontalière, pour affirmer leur identité politique et leur aspiration à constituer une nation.

Les luttes des Nagas pour le droit à l'autodétermination remonte au transfert de la souveraineté de la colonisation britannique à l'Inde. Le conflit armé entre l'État indien et les forces armées d'opposition Nagas a débuté au début des années 1950, ce qui en fait un des plus longs conflits asiatique. Cette histoire violente a marqué les territoires Naga depuis le début du 20<sup>ème</sup> siècle, et les lois et réglementations anti-démocratiques régissent les Nagas depuis plus d'un demi-siècle. En 1997, le gouvernement indien et le Conseil national socialiste de la faction Isaac-Muivah du Nagaland (National Socialist Council of Nagaland Isaac –Muivah- NSCN-IM), le plus grand des groupes armés, se sont accordés sur un cessez-le-feu. Depuis ils tiennent des pourparlers de paix réguliers, même si un accord de paix n'a pas encore été établi.

En grande partie du fait de la stratégie indienne du « diviser pour mieux régner », le mouvement armé s'est divisé en de nombreuses factions se combattant les unes les autres. En 2010, le processus de réconciliation des Nagas, a permis la formation du Groupe de travail conjoint des trois principales factions armées, le NSCN-IM, le gouvernement de la république populaire de Nagaland/Conseil national socialiste de Nagaland (GPRN/NSCN en anglais) et le Conseil National Naga (NNC en anglais).

## Les pourparlers de paix

A la fin de l'année 2010, avec la promesse « d'un contrat politique global », le gouvernement indien (*Gol*) a soumis une proposition au NSCN-IM. Aucun commentaire public n'a été fait par le NSCN-IM sur cette proposition mais le Groupe de travail conjoint des factions nagas a été clair quant à un quelconque contrat offert par le Gol : aucun ne sera acceptable. En 2011, plusieurs sessions de pourparlers ont eu lieu et on se demandait si un lien quelconque serait établi avec la proposition du Gol. Le Secrétaire de l'intérieur de l'Union, GK Pillai, a tourné plus que jamais dans les territoires nagas, notamment au Manipur, assurant au peuple que ces discussions avançaient. Pendant sa tournée, il a continué de présenter les nombreux projets du gouvernement central engagés et les fonds prêts à être mis à disposition par le gouvernement central. Il a insisté sur le fait que la solution politique résidait dans un consensus des Nagas et pas seulement dans un accord signé entre le NSCN-IM et le gouvernement indien, donnant ainsi l'impression que le *Gol* questionnait la légitimité du NSCN-IM à représenter le peuple Naga.



Le *GoI* comme le NSCN-IM ont de temps en temps fait des gestes diplomatiques envers la population sans pour autant dévoiler la substance ni même les progrès des pourparlers. Toutefois, en novembre, un journal basé à Guwahati, le *Seven Sisters Post* (SSP) a publié un article intitulé « Le Corps supra-étatique, un cadeau de Noël possible pour les Nagas ! ». Cet article a été reproduit par de nombreux journaux à travers le nord-est de l'Inde et a généré une opposition dans certains états frontaliers ou regroupant des territoires nagas, en particulier au Manipur.

### La proposition de Corps supra-étatique

L'annonce par le *Seven Sisters Post* de la proposition finale du gouvernement indien d'un « Corps supra-étatique » pour régler le conflit politique a été une surprise. Le journal rapportait début novembre que les négociations entre le gouvernement indien et le NSCN-IM arrivaient à leurs termes et que l'accord envisageait une « relation fédérale spécifique » entre l'Inde et le Nagaland ainsi que la création d'un « Corps supra-étatique » afin que les Nagas puissent préserver, protéger et promouvoir leur pratiques culturelles, sociales et coutumières.<sup>1</sup>

L'article déclarait également que la fusion des zones habitées par les Nagas du Manipur, de l'Assam et de l'Arunachal Pradesh avec l'État de Nagaland était susceptible de provoquer des résistances importantes dans les trois premiers états, et qu'en conséquence Delhi offrait de créer un « Corps supra-étatique », auquel serait formellement transmis l'autorité légale et le pouvoir de décision sur les zones Nagas des états ci-dessus.

Le contenu de la proposition était décrit ainsi par le journal :

- La base de la proposition reconnaît l'« identité distincte » des Nagas, et assure que rien ne sera un obstacle au mode de vie et à la dignité du peuple Naga
- Le « Corps supra-étatique » proposé supervisera les aspects culturels, traditionnels et autres de la vie des Naga dans les états de Manipur, Arunachal Pradesh et Assam.
- Le « Corps supra-étatique » conseillera les agences étatiques sur la mise en œuvre de différents projets de développement dans les territoires Nagas.
- Le Règlement relatif à la ligne intérieure<sup>2</sup> sera strictement appliqué.
- Le pouvoir de contrôler la loi et l'ordre, y compris la police et la sécurité des territoires habités par les Nagas, reposera entièrement sur les états concernés et le gouvernement central

L'article a immédiatement généré des réactions critiques dans les états d'Assam, d'Arunachal Pradesh et de Manipur, frontaliers du Nagaland et regroupant un nombre significatif de populations Nagas. L'opposition du Manipur au présumé « Corps supra-étatique » a été particulièrement forte, reposant notamment sur la crainte que cela affecte l'intégrité territoriale de l'état. Des précisions ont été demandées au gouvernement central sur l'exactitude factuelle du rapport.

Le gouvernement central n'a pas nié le rapport explicitement jusqu'à ce que le Ministre en chef de Manipur s'envole pour New Delhi afin d'obtenir des éclaircissements. Le 19 novembre, le Ministre de l'intérieur de l'Union, P. Chidambaram, a finalement nié le rapport. Pourtant, le rédacteur du SSP a insisté sur le fait qu'ils étaient en possession d'un rapport de douze pages sur les pourparlers, soumis par l'interlocuteur R.S Pandley au Premier Ministre et faisant référence au « Corps supra-étatique », et que le journaliste avait aussi discuté avec un haut-fonctionnaire du Ministère de l'intérieur sur le sujet. Le NSCN-IM n'a ni confirmé ni infirmé le rapport, mais lorsque les leaders du NSCN-IM, du GPRN/NSCN se sont rencontrés au sommet de la Réconciliation Naga le 3 décembre 2011, ils ont exprimés leur scepticisme. L'*Eastern Mirror* rapportait que : « les signataires ont dit être ... atterrés par le prétendu « cadeau de Noël » que serait le « Naga supra-étatique », ... souhaitant faire connaître que les Nagas ne recherchent ni ne demandent aucun « cadeau » à l'Inde ». <sup>3</sup>

La population et la société civile Nagas sont restées quasi muettes sur le sujet et ont montré peu de signes d'excitation. Il était évident qu'une telle proposition demandait un examen approfondi, d'autant plus qu'il est devenu habituel que les déclarations du *GoI* et des hauts fonctionnaires faites un jour soient niées le lendemain. Ainsi, personne ne sait avec certitude si la

proposition constitue un aperçu de ce que l'Inde compte effectivement proposer comme solution au conflit Indo-Naga.

### **Formation d'une commission de haut niveau**

Le Forum de réconciliation Naga (*Forum for Naga Reconciliation* - FNR) a continué d'organiser ses réunions de réconciliation à la fois dans et en-dehors des territoires Naga. Bien qu'elles se soient bien déroulées, la scission de la faction NSCN Kaplang (NSCN-K) entre deux factions, l'une menée par N Kitovi Zhimomi, le secrétaire général, et l'autre par SS Kahplang, le président, en juin 2011, a surpris. Cela a ajouté plus de dissidences aux efforts de réconciliation. Plusieurs conflits entre factions étaient encore au plus haut en 2011, mais, et c'est peut être la plus grande réussite du processus de réconciliation, les trois groupes politiques Naga – le NSCN-IM, le NNC et le GPRN/NSCN- ont signé l' « Entente Naga » le 26 août 2011. L'un des accords majeurs de cette entente vise à accélérer le processus de formation éventuelle d'un gouvernement national Naga. Pour que ce processus se mette en route au plus tôt, une commission de haut niveau avec les trois groupes politiques a été mise en place, regroupant les signataires et menée par le Président ou le secrétaire général/Vice-président. En outre, il n'y aura pas moins de quatre membres compétents nommés au rang de Kilonser (ministre)/ Major général et surtout, lorsque cela sera jugé bon par les gouvernements respectifs.

L'autre décision importante prise a été que tout accord intérimaire sur les droits politiques des Nagas serait en-dehors de la compétence de la Constitution indienne. La rencontre s'est aussi mise d'accord pour travailler à l'intégration territoriale de tous les Nagas.

Grâce au cadre de la FNR, la haute commission des trois groupes a continué de se réunir pour faire avancer les décisions prises collectivement et affirmer leur engagement en faveur de l'unité Naga. On peut espérer que quelques décisions audacieuses seront prises au début de l'année 2012.

### **La demande d'accord politique alternatif**

En 2010, les Nagas des quatre districts de Manipur ont appelé le gouvernement de Manipur (*GoM*), « gouvernement communal » et ont demandé un accord politique alternatif pour les Nagas du Manipur jusqu'à ce qu'une solution à long terme soit trouvée au problème politique Indo-Naga (Voir *Indigenous World, 2011*). C'est le Conseil Naga Unifié (UNC en anglais), l'organisation suprême des Nagas du Manipur ou du Sud Nagalim, qui est à l'origine de cette réclamation. En 2011, l'UNC a fait de nombreux efforts pour mettre en œuvre cette déclaration et a effectué des voyages à Delhi pour rencontrer le gouvernement central. Malgré cela, les résultats ne sont pas encore tangibles et les relations entre les Nagas du Manipur et le GoM restent acerbées. La majorité Meitei du Manipur et le GoM persistent à réagir négativement à chaque fois que la question des droits des Naga est sous les projecteurs

### **Notes et références**

<sup>1</sup> *The Sangai Express*, 14 novembre 2011. <http://thesangaiexpress.com/sangai-express-news.php?newsid=10650>

<sup>2</sup> Le Règlement de la ligne intérieure a été décidé sous la loi anglaise coloniale et a été maintenu après l'indépendance. Entre autres choses, il restreint les mouvements des étrangers vers les zones tribales et interdit l'achat de terres par des non-tribaux dans ces zones restreintes.

<sup>3</sup> *Eastern Mirror*, 4 décembre 2011

**Gam A. Shimray** est membre du Mouvement du peuple Naga pour les droits humains et travaille actuellement comme assistant au secrétariat général pour le Pacte des peuples autochtones d'Asie (AIPP).

*Source: IWGIA Indigenous World 2012.  
Traduction pour le GITPA par Claire Levacher, membre  
du réseau des experts du GITPA pour le Pacifique*